



## OPINIONS

# RELOCALISATION ? REINDUSTRIALISATION ? RENAISSANCE INDUSTRIELLE !

ANAIS VOY-GILLIS\*



Ce sont les maîtres-mots du "monde d'après", qui sonnent comme la promesse d'une France qui se muscle économiquement : relocaliser, réindustrialiser. Mais de quoi parle-t-on exactement ? Car attention aux représentations erronées qui peuvent se dissimuler derrière les projets annoncés. Petite leçon de sémantique, grands enjeux économiques et stratégies. (\*) Par Anaïs Voy-Gillis, docteur en géographie-géopolitique de l'Institut Français de Géopolitique et consultante au sein du cabinet June Partners, co-auteur avec Olivier Lluansi de l'essai "Vers la renaissance industrielle".

La crise de la Covid-19 nous a rappelé avec violence l'état de désindustrialisation avancée de la France et les conséquences que cela avait sur l'indépendance du pays, sur l'équilibre de la balance commerciale ou encore sur la cohésion sociale et territoriale. Dès lors des appels à relocaliser des activités industrielles sur le sol français se sont multipliés.

## QUELLE RÉALITÉ DES RELOCALISATIONS ?



Cette volonté, notamment gouvernementale, a entraîné un débat sémantique sur le sujet. Est-il préférable de parler de relocalisation ou de localisation ? De réindustrialisation ou d'industrialisation ? Relocaliser, dans un sens strict, signifie faire revenir dans le pays d'origine des unités de production ou d'assemblage, antérieurement délocalisées dans des pays à faibles coûts salariaux. Réindustrialiser correspond à l'idée de redévelopper des activités industrielles dans une région ou un pays qui ont subi une désindustrialisation. La relocalisation peut ainsi être considérée comme un aspect de la réindustrialisation. Les notions de relocalisation ou réindustrialisation peuvent laisser penser que l'on va reconstruire à l'identique les usines qui ont quitté le territoire, ce qui risque de conduire à quelques déconvenues si on se limite à cette représentation.

Au cours de ces dix dernières années, les opérations de relocalisation ont été rares. Toutefois, elles se sont souvent traduites par une révision en profondeur de l'offre produit et du processus d'innovation produit, afin de sortir d'une bataille centrée uniquement sur les coûts. À la faveur du plan de relance, plusieurs industriels ont annoncé vouloir rapatrier tout ou partie de leur production en France. Néanmoins, cela se traduit rarement par des créations *ex-nihilo* de sites, mais plutôt par des extensions de sites existants pour augmenter les capacités de production. Par exemple, dans le domaine de la chimie, [Seqens](#) va investir dans ses lignes de production pour produire des anticancéreux et des antiviraux sur cinq de ses sites français. Trimet, producteur d'aluminium, va investir dans la modernisation de son site de Saint-Jean-de-la-Maurienne. Pierre Fabre va également relocaliser une partie de sa production de principes actifs à Gaillac dans le Tarn. Lacroix va créer une nouvelle usine pour la production d'équipements électroniques professionnels.

Ainsi, les réalités sont très différentes d'une opération à l'autre. Néanmoins, au-delà de la sémantique, l'enjeu est bien de recréer de l'activité industrielle pérenne en France. Par conséquent, je préfère l'idée de « renaissance industrielle » car elle permet d'englober les différents mouvements à l'œuvre pour augmenter la part de l'industrie dans le PIB et de ne pas s'accrocher à des représentations erronées. Les industries de demain auront peu de choses à voir avec celles parties vers d'autres pays. En outre, au-delà des mots, il convient également de répondre à des questions structurantes : quelle industrie souhaitons-nous développer au service de quels projets de société ? Quelle stratégie devons-nous définir ? Il ne suffit pas de dire que nous revoulons des usines pour que mécaniquement elles se mettent à reflourir sur notre territoire.

## RECRÉER DE LA VALEUR EN FRANCE

L'enjeu majeur est de trouver les leviers pour recréer de la valeur en France et faire renaître des écosystèmes industriels, sans quoi notre pays risque d'être durablement distancé par ses concurrents. Il est toujours possible de relativiser les phénomènes de dépendance et d'expliquer que nous ne serons jamais totalement autonomes. Cela est indéniablement juste et il n'est d'ailleurs pas envisageable de tout re-produire en France. Mais la réalité est que nous sommes également confrontés à une montée des inégalités au sein de notre pays et à une stagnation du chômage, preuve que le modèle d'une société post-industrielle n'a pas produit les résultats escomptés.



Nous sommes dans une situation où les territoires qui ont été les plus touchés par la désindustrialisation peinent à trouver un second souffle et à créer assez d'emplois pour employer les jeunes qu'ils ont fait naître alors que l'industrie peut être un vecteur d'ascension sociale et de création d'emplois dont les dynamiques salariales permettraient de donner des horizons de progrès. La crise que nous traversons pourrait à nouveau fragiliser notre tissu productif et plonger d'autres territoires dans une crise. Il existe encore des territoires où l'activité industrielle est un moteur de l'activité économique qu'il convient de préserver et de renforcer. Cette affirmation est d'autant plus importante quand on considère qu'un emploi industriel génère trois à quatre emplois indirects. Ainsi, la renaissance industrielle est avant tout un enjeu de cohésion sociale et territoriale dans un pays parcouru par de multiples fractures.

Derrière le débat sur la renaissance industrielle se pose également un enjeu géopolitique et de souveraineté. En abandonnant des activités stratégiques, en arrêtant de former à certains métiers, nous nous sommes placés dans une situation de dépendance dont il va être difficile de sortir, mais pas impossible. Dans ce cadre, l'Union européenne doit se donner les moyens d'incarner une troisième voie entre la Chine et les États-Unis, ce qui sous-entend de se doter d'une véritable stratégie industrielle.

L'idée de reprendre en main son destin émerge à différents niveaux dans la société, elle se pose sur la question de la souveraineté. Définir une stratégie industrielle, c'est connaître les sujets où l'on veut être fort et chercher à amoindrir les points de dépendance sur l'ensemble de la chaîne de valeur, y compris sur les matières premières. Or, la France en abandonnant son industrie a également perdu des positions de leaders dans de nombreux secteurs, a cédé des compétences stratégiques et a obéré partiellement sa capacité de rebond.

## CHANGER NOTRE MODÈLE POUR FAIRE RENAÎTRE NOTRE INDUSTRIE

La troisième voie, elle, se pose aussi en termes environnemental et social. Nous avons confié une partie de notre empreinte environnementale à des tiers et en même temps nous avons demandé à nos entreprises de respecter des règles de plus en plus strictes. Si nous souhaitons transformer notre modèle, il faut également remettre de l'équité dans les échanges et pousser les entreprises du monde entier à s'aligner sur nos standards sociaux et environnementaux.

La renaissance industrielle est une bataille collective, c'est toute la nation qui doit se mettre en mouvement derrière notre industrie et le modèle de société que nous souhaitons défendre. Il est possible de soutenir la demande à titre individuel en essayant de favoriser, quand cela est possible, des produits français. Les entreprises ont également un rôle à jouer en faisant évoluer leur stratégie d'approvisionnement afin d'accroître la part de produits français dans leurs achats et contribuer ainsi à la reconstruction d'écosystèmes locaux. Enfin, la commande publique a un rôle-clé à jouer. En la matière, nous faisons trop preuve de frilosité pour favoriser les produits nationaux en évoquant des règles européennes. Des réponses sont à chercher à l'échelle nationale en revoyant les processus d'attributions de marchés publics, mais également à l'échelle européenne où nous pourrions nous doter d'un *Small Business Act* européen à l'image de ce qui a été fait aux États-Unis. Pour rappel, cette loi américaine de 1953 distord la concurrence et a fait l'objet d'une dérogation lors de l'accord sur les marchés publics de l'OMC de 1996, sans que l'Union européenne n'exige la même chose pour elle-même.



En outre, certaines activités stratégiques doivent être réservées à des entreprises nationales comme les marchés publics de défense et de sécurité les plus sensibles qui sont identifiés par le code des marchés publics. Cette démarche pourrait sûrement être étendue à d'autres activités considérées comme essentielles. En l'occurrence, il ne s'agit pas de protectionnisme, mais de prise en compte des intérêts économiques du pays sur la durée, en termes de non-divulgation de données sensibles à certains États, de création ou de conservation d'emplois, de maintien de savoir-faire et brevets vitaux sur le territoire.

### **CONSERVER L'ENVIE DE REPRODUIRE EN FRANCE**

Si la crise a de nombreux impacts négatifs, elle a le mérite d'avoir fait renaître notre envie de produire, d'inventer et d'innover en France. Avec la désindustrialisation, nous l'avons partiellement perdu alors qu'elle nous avait permis d'inventer le TGV ou le programme nucléaire. Produire en France, n'est pas qu'une histoire de chiffres, mais également de symboles ! Produire en France c'est se réaliser et redonner des perspectives à notre pays. Collectivement, nous devons réapprendre à construire de grands rêves collectifs au service de la transformation de notre monde.